ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 5 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1959	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 239

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4011.

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας συναφθείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 ὑπογραφεῖσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, Συμφωνία ρυθμίζουσα τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

2. Ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας κτῶνται ἰσχὺν διατάξεων νόμου.

3. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

ACCORD

Entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant Réglementation du transport Routier de voyageurs et de marchandises, execute au moyen de vehicules commerciaux.

Désireux de réglementer le transport routier exécuté au moyen de véhicules commerciaux entre les deux pays, ainsi que le transit à travers leurs territoires respectifs.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie sont convenus de ce qui suit :

I. Transport de Voyageurs

Lignes régulières d'autocars entre les deux pays.

Article premier

Est concidéré comme ligne régulière, aux termes du present Accord, uu servics de transport de voyageurs effectué sur un itinéraire fixé et selon un horaire et des tarifs fixés d'avance.

Ce service est autorisé à deposer ou à prendre des voyageurs aux points terminaux, ainsi qu'àd'autres points fixés par l'horaire.

Les véhicules au moyen desquels est exécuté ce t ansport doivent être en mesure de satisfaire aux bésoins normaux du trafic.

Les vehicules doivent admettre, aux fins du transport, tout voyageur se présentant aux points de départ et d'arrivée et à d'autres arrêts éventuellement fixés, à condition qu'il y ait des places libres.

Article 2

Les lignes régulières entre les deux pays sont fixées de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes.

Article 3.

Le service de transport des voyageurs sur les lignes régulières est établi en vertu d'unè autorisation spéciale dont le modèle est déterminé à l'Annexe I du présent Accord.

Une autorisation spéciale est délivrée par les autorités compétentes des Parties contractantes, chacune d'elles pour le secteur de la ligne qui est desservi sur son territoire et sur la base de la réciprocité.

La durée de l'autorisation spéciale est fixée de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes.

Une autorisation spéciale est délivrée aux organisations économique ou entreprises pour l'exécution du transport sur une ligne d'autocars déterminée, en vertu d'une demande présentée par celles-ci à l'autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège social.

La demande doit renfermer : l' itinéraire, l' horaire pour toute l' année, les prix de transport, la description du véhicule à utiliser et, le cas échéant, d'autres indications utiles spécifiées par les autorités compétentes des deux Parties contractantes. La demande doit être accompagnée d' un plan du parcours projeté avec indication des arrêts et du kilométrage, ainsi que d' un certificat attestant l' aptitude de l' organisation économique ou entreprise et du véhicule à effectuer le transport internationale.

L' autorité compétente de l' une des Parties contractantes communique à l' autorité compétente de l' autre Partie contractante les demandes admises, accompagnées de toutes les pièces requises, ainsi que de l' autorisation spéciale permettant d' exécuter le transport sur le parcours en question.

Article 4.

Les transporteurs ne peuvent effectuer le transport local de voyageurs sur le territoire de l' autre Partie contractante.

Article 5.

Les autorités compétentes des Parties contractantes fixent les tarifs pour le transport de voyageurs sur les lignes régulières, en prenant en considération tous les éléments influant les prix de transport.

Ligne régulière de transport en transit

Article 6

Le transport de voyageurs est dit en transit par rapport à une Partie contractante lorsqu' il s' effectue à travers le territoire de cette Partie sans qu' aucun voyageur n' y soit pris ou déposé.

Article 7.

La ligne régulière de transport de voyageurs en transit doit remplir les conditions suivantes : les services doivent avoir un caractère touristique conformément à l' Annexe 1 de l' Accord général portant règlementation économique des transports routiers internationaux du 17 mars 1954 ; chaque trajet simple de son parcours doit avoir au moins trois étapes journalières ; afin d' eviter tout double emploi, la ligne ne doit pas tendre à satisfaire des besoins déjà couverts d' une façon satisfaisante par les services ferroviaires ou routiers existants.

L' établissement de lignes régulières de transit qui ne remplissent pas les conditions prévues à l' alinéa précédent requiert l' approbation préalable des autorités compétentes des Parties contraectantes.

Article 8.

Le trafic sur les parcours en transit décrits à l'article 7, est établi en vertu d'une autorisation dont le modèle est déterminé à l'Annexe I du présent Accord.

L'autorisation est délivrée aux organisations économiques ou entreprises sur la base d'une demande adressée par celles-ci à l'autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège social.

La demande doit contenir: les raisons de l'établissement dudit service (s'il s'agit d'un service dont l'établissement ne requiert pas l'approbation préalable des autorités compétentes des Parties contractantes), l'itinéraire, l'horaire, les tarifs la description du véhicule à utiliser et, le cas échéant, d'autres indications utiles fixées de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes,

La demande doit être accompagnée d'un plan du parcours projeté, ainsi que d'un certificat attestant l'aptitude de l'organisation économique ou entreprise et du véhicule à effectuer le transport international.

L'autorité compétente de l'une des Parties contractantes communique à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante les demandes admises, accompagnées de toutes les pièces requises, ainsi que la recommandation de délivrer l'autorisation demandée, lorsqu'il s'agit d'un service dont l'établissement ne requiert pas l'approbation préalable des autorités compétentes des parties contractantes.

Service de navette

Article 9.

Le service de navette, aux termes du présent Accord, est un service organisé pour transporter d'un même lieu de départ à un même lieu de séjour de vacances ou d'intérêt touristique, des voyageurs préalablement constitués en groupes selon la durée du séjour prévue et pour ramener chaque groupe au point de départ au cours d'un voyage ultérieur à l'expiration de la période prévue. Les voyageurs ayant effectué ensemble le voyage jusqu'au lieu de vacances ou de séjour touristique doivent voyager ensemble au retour.

Seuls les voyages d'aller et les voyages de retour font partie des services de navette, le premier voyage de retour et le dernier voyage d'aller de la série de navettes devant être effectué à vide.

Article 10

Pour effectuer le service de navette entre deux points dont l'un est situé sur le territoire de l'une, et l'autre, sur le territoire de l'autre Parties contractante, il est nécessaire de recevoir l'autorisation de l'autre Partie contractante, dont le modèle est déterminé à l'Annexe II du présent Accord.

L'autorisation est délivrée aux organisations économiques ou entreprises en vertu d'une demande adressée par celles-ci à l'autorité compétente du l'autre Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège social.

La demande doit contenir: la destination du transport, l'itinéraire, le nombre de voyages de navette, les dates des voyages, le nombre total de voyageurs, la description du véhicule à utiliser, ainsi que toutes autres indications requises fixées de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes. La demande doit être accompagnée d'un certificat attestant l'aptitude de l'organisation économique ou entreprise et du véhicule à effectuer le transport international.

Au fins de l'obtention de l'autorisation correspondante, l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes communique à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante les demandes admises accompagnées des pièces requises, ainsi que l'autorisation permettant d'effectuer le transport sollicité. L'autorité compétante de l'autre Partie contractante prendra la décision appropriée, si possible, dans un délai de 10 jours à dater de la réception de la demande.

Service occasionnel d'autocars

Article 11

Est considéré comme service occasionnel d'autocars, aux termes du présent Accord, le transport de voyageurs effectué à une des conditions suivantes:

a) transporter à bord du même véhicule les mêmes personnes durant tout le parcours qui doit commencer et se terminer sur le territoire du pays d'immatriculation dudit véhicule;

b) transporter à bord du même véhicule les mêmes personnes, la parcours devant avoir son point de départ dans un port maritime ou aérien du pays d'immatriculation du véhicule et son point d'arrivée dans un tel port sur le territoire de l'autre pays, le véhicule devant revenir

—soit à vide,

—soit avec des voyageurs arrivés par bateau ou par avion dans le port où ont été déposés à l'aller les premiers voyageurs, et continuant le voyage par bateau ou avion d'un autre port sur le territoire du pays d'immatriculation du véhicule,

—soit avec des voyageurs arrivés par bateau ou par avion dans un port du même pays que le port où ont été déposés à l'aller les premiers voyageurs, et partant par bateau ou par avion d'un autre port du pays d'immatriculation du véhicule.

c) que le véhicule entre à vide dans le territoire de l'autre Partie contractante en vertu d' un arrangement touristique, préalablement conclu, pour transporter les touristes dans le pays de résidence du transporteur, étant entendu que le même véhicule les transportera de nouveau au méme endroit où ils avaient été pris.

Article 12

Les tranports visés à l' article 11 du présent accord sont exécutés sans autorisation. Les autocars au moyen desquels est effectué ce transport doivent être munis de cartificats attestant l' aptitude des transporteurs et des véhicules à effectuer le transport international.

Dans le cas du transport visé au paragraphe (c) du même article, l' autorité compétente de la Partie coutractante sur le territoire de laquelle le véhicule est immatriculé communique à l' autorité compétente de l' autre Partie contractante l' arrangement touristique conclu, ainsi que le passage frontalier par lequel aura lieu le transport.

Services d' autocars occasionnels n' étant pas prévus à l' article 11.

Article 13

Pour tous les autres services d' autocars occasionnels qui ne sont pas prévus par l' article 11, il est nécessaire d' avoir une autorisation pour chaque cas d' espèce, délivrée par l' autorité compétente de l' autre Partie contractante, dont le modéle est déterminé â l' Annexe II du présent Accord.

L' autorisation est délivrée aux organisations économiques ou entreprises en vertu d' une demande adressée par celles-ci à l' autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège social.

La demande doit contenir : la destination du voyage, son itinéraire, la description du véhicule à utiliser, aisni que toutes les autres indications à déterminer de commun accord par les autorités compétantes des Parties contractantes. La démande doit être accompagnée d' un certificat attestant l' aptitude de l' organisation économique ou entreprise et du véhicule à effectuer le transport international.

Aux fins de l' obtention de l' autorisation correspendante, l' autorité compétente de l' une des Parties contractantes communique à l' autorité compétente de l' autre Partie contractante les demandes admises accompagnées de toutes les pièces requises, ainsi que de l' autorisation d' effectuer le transport international.

Service occasonnel au moyen de vehicules commerciaux affectés au transport de voyageurs.

Article 14.

Les transports au moyen de véhicules commerciaux comprenant au maximum 8 places assises (outre le siège du conducteur) sont permis sans autorisation spéciale, à condition que le véhicule soit muni d'un certicicat attestant l'apptitude technique à effectuer le transport international par route et qu'il n'admette pas de nouveaux voyageurs sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Transport en transit occasionnel

Article 15.

Le transport en transit occasionnel, exécuté au moyen de véhicules commerciaux affectés au transport de voyageurs comprenant plus de 8 places assises outre celle du conducteur, est exécuté sans autorisation.

Ces transports ne peuvent pas assumer le caractère d'une ligne régulière.

II. Transport de Marchandises

Transport entre les deux Parties contractantes et transport en transit.

Article 16.

Les organisations économiques ou entreprises qui effectuent le transport de marchandises et dont le siège social se trouve sur le territoire de l'une des Parties contractantes doivent être munies, pour le transport entre les deux Parties contractantes et le transport en transit, d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

On entend sous marchandise, aux termes du présent Accord, tous biens et chargements de tous nature.

Article 17.

L'autorisation ne peut être délivrée qu'aux organisations ou entreprises qui remplissent les conditions,

prévues par le présent Accord, se rapportant à l'aptitude du transporteur et du véhicule à effectuer le transport international par route.

En cas de besoin, les autorités compétentes ou la Commission mixte fixeront les tarifs pour les transports sur les territoires des deux Pays contractants.

Article 18.

Les autorisations pour effectuer le transport de marchandises sont délivrées uniquement sous forme d'autorisation pour chaque voyage à part, le transport par remorque étant considéré comme voyage spécial.

Les autorités compétentes des Parties contractantes détermineront de commun accord, sur la base de la réciprocité, le nombre d' autorisations valables pour chaque année.

Article 19.

Les autorisations seront délivrées conformément au modèle déterminé à l'Annexe III du présont Accord.

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement à la fin du trimestre les copies des autorisations délivrées.

Article 20.

Il est interdit de transporter sur le territoire de l' autre Partie contractante des marchandises devant être déchargées sur le territoire de ce même pays.

Il est interdit également aux transporteurs domiciliés sur le territoire de l'une des Parties contractantes d'effectuer des transports entre l'autre Pays contractant et un pays tiers, sauf une autorisation spéciale de l'autorité compétente de l'autre Partie contractante

Article 21.

Au retour il est permis d'affectuer sans autorisation le transport de marchandises.

III. Dispositions Generales

Conditions à remplir par l'organisation économique ou etreprise pour effectuer le transport international.

Article 22.

N'ont droit à effectuer le transport international que les organisations économiques ou entreprises auxquelles cette faculté a été officiellement reconnue par les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elles ont leur siège social. Cette reconnaisance doit être confirmée par document délivré de la part desdites autorités. Le modèle de ce document est déterminé à l'Annexe IV du présent Accord.

Il est valable au maximum un an à dater de sa délivrance.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne se rapportant pas au transport de voyageurs pour compte propre.

Article 23.

Les organisations écconomiques ou entreprises doivent posséder les aptitudes techniques, commerciales et professionnelles requises leur permettant d' exécuter le transport international d'une manière satisfaisante. Les transporteurs sont tenus d'employer un personnel possédant suffisamment d'expérience et les qualifications requises pour le service qu'il doit effectuer.

Conditions techniques du véhicule

Article 24

Le transport international de voyageurs, aux termes du présent Accord, ne peut être effectué qu'au moyen de véhicules réunissant les conditions prescrites par l'Annexe B.1 à l'Accord général portant règlementation économique des transports routiers internationaux, du 17 mars 1954.

Article 25.

Le transport international de marchandises, aux termes du présent Accord, ne peut être effectué qu'au moyen de véhicules adaptés au transport qu'ils éxécutent, tenus dans un parfait état d'entretien général et aménagés de façon à remplir les conditions prévues par les conventions internationales en vigueur entre les deux Parties contractantes dans le sens de l'article 43 du présent Accord.

Article 26

Tous les véhicules de charge effectuant le transport conformément au présent Accord doivent porter sur les parois latérales extérieures les indications suivantes:

a) nom du titulaire du véhicule (propriétaire),

b) lieu d'immatriculation du véhicule,

c) charge utile et poids du véhicule.

Article 27

Dans le document attestant l'aptitude technique du véhicule à effectuer le transport international, les autorités compétentes inscriront la date de la dernière inspection technique du véhicule. La validité de ce document, savoir de l'inspection ne peut dépasser un an. Le certificat est délivré selon le modèle déterminé à l'Annexe IV du présent Accord.

Titre de circulation et permis de conduire

Article 28

Tout véhicule doit être muni d'un certificat national d'immatriculation avec indication du numéro d'immatriculation, du nom ou de la marque de fabrique du numéro du châssis et du moteur, ainsi que du nom et de l'adresse du propriétaire du véhicule.

Article 29

Les conducteurs sont tenus d'avoir un permis de conduire national ou international.

Documents nécessaires à l'exécution du transport

Article 30

Tout véhicule doit être muni d' un document dans lequel seront portés, en deux copies, par une persomne compétente, toutes les données permettant d' établir les résultats obtenus dans le transport sur le territoire de l' autre Partie contractante, exprimés en tonnes kilomètres ou en kilomètres-voyageurs. Une de ces copies sera laissée à la douane de sortie.

Article 31

Le transport de voyageurs dans le trafic international aux termes du présent Accord, a lieu au moyen d' un billet de voyage, selon un modèle fixe de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes.

Article 32

Les billets de voyages sont payés en monnaie de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils sont délivrés.

Des billets aller-retour peuvent être également délivrés.

Article 33.

Lors du transport de voyageurs et de marchandises, exécuté aux termes du présent Accord., sont requis les documents suivante:

a) pour le transport de voyageurs – une autorisation ou sa copie dûment vérifiée ou sa photo-copie (dans les cas où cette délivrance est prévue) et une feuille de route dont le modèle est déterminé à l' Annexe V du présent Accord;

b) pour le transport de marchandises – un permis et, lors du transport exécuté pour compte d'autrui, une lettre de voiture qui doit contenir obligatoirement les données déterminées à l'Annexe VI du present Accord, et lors du transport pour compte propre le document dont le modèle est déterminé à l' Annexe VII du présant Accord.

Article 34.

Le mode de délivrance des billets, de manipu-

lation des documents requis dans le transport de voyageurs et de marchandises et la manière de tenir les registres. ainsi que l'échange des données statistiques nécessaires entre les autorités compétentes, sont fixés de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes.

Article 35.

L'assurance des voyageurs et des marchandises aura lieu d'après les prescriptions en vigueur sur le territoire de la Partie contractante sur lequel le véhicule a été immatriculé.

La réparation du dommage causé aux usagers du transport ainsi qu'aux tierces personnes aura lieu selon les prescriptions en vigueur sur le territoire de la Partie contractante où le dommage a été causé.

Documents de voyage permettant au personnel employé dans les véhicules de passer les frontières d' Etat.

Article 36.

Le personnel employé dans les véhicules au moyen desquels s'effectue le transport, aux termes du présent Accord, passe sur le territoire de l'autre Partie contractante, muni d'un passeport ordinaire. Le visa est délivré d'après une procédure accélérée et pour une durée d'au moins trois mois jusqu'à un an et pour plusieurs voyages.

Respect des lois nationales

Article 37.

Les transporteurs et le personnel employé dans les véhicules au moyen desquels s'effectue le transport aux termes du présent Accord sont tenus de respecter les prescriptions sur la circulation et autres règlements de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le transport est exécuté.

Pour violation des prescriptions visées à l'alinéa précédent on répond devant les autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les violations ont été commises.

Sanctions

Article 38.

En cas de violation des dispositions du présent Accord commise sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'autorité de la Partie contractante où le véhicule est immatriculé doit, sur demande de l' autorité compétente de l'autre Partie contractante, appliquer l'une des sanctions suivantes :

a) avertissement simple ;

b) avertissement avec mention qu'en cas de récidive il y aura lieu d'appliquer la mesure prévue au paragraphe (c) du présent article;

c) lors du transport de marchandises: retrait à titre temporaire ou définitif du permis pour le véhicule déterminé; lors du transport de voyageurs : une sanction déterminée prévue par les prescriptions nationales du pays du transporteur.

Transfert

Article 39.

Le paiement des obligations réciproques découlant du transport effectué conformément au présent Accord aura lieu en vertu de l'Accord de paiement en vigueur entre les deux pays.

Exemption des droits et taxes de transport

Article 40.

Les organisations économiques ou entreprises, dont le siège social se trouve sur le territoire de l'une des Parties contractantes, qui exécutent le transport aux termes du présent Accord, seront exemptées, sur la base de la réciprocité, de tous taxes et droits sur les véhicules et le transport exécuté sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Autorités compétentes

Article 41.

Toutes les questions se rapportent à l' application du présent Accord seront réglées de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes.

Commission mixte.

Article 42.

Aux fins du règlement des questions établies d' avance par les autorités compétentes, ainsi que de celles qui ne sont pas réglées en contact direct des autorités compétentes, sur démende de l' une des Parties contractantes, sera instituée une Commission mixte comprenant les représentants des deux Gouvernements.

Les conclusions de la Commission mixte sont soumises à l' approbation des deux Gouvernements.

Le traitement douanier

Article 43.

En ce qui concerne le traitement dounnier à appliquer aux marchandises et les conditions d' admission au bénéfice du régime d' importation temporaire de véhicules commerciaux, de constructions et d'équipement technique pour ces véhicules destinés au transport et au transit des marchandises et des containers par la route, les Parties contractantes sont d'accord d'observer en tout les dispositions de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanieres sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route (Convention TIR), en date; à Cenève, du 16 juin 1949, tel qu'il a été modifié par le Protocole additionnel du 28 novembre 1952, quand ils seraient ratifiés par la Grèce.

Dans le cas où les Parties contractantes ratifieraient par la suite la Convention douaniere relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, Genève, 1956, et la Convention douanière relative au transport international des marchandises sous le couvert de carnet TIR, Genéve, 1959, il est entendu que les dispositions de ces instruments seront appliqués dans les relations entre les deux Parties contractantes en ce qui concerne le traitement douanier à accorder aux marchandises et véhicules en transport routier commercial.

Annexes

Article 44.

Les Annexes I, II, III, IV, V, VI et VII font partie intégrante du prèsent Accord.

Les autorités compétantes des Parties contractantes pourront, le cas échéant, modifier de commun accord, le contenu ou le nombre d'annexes du présent Accord.

Validité du présent Accord

Article 45.

Le présent Accord sera soumis à l'approbation des deux Gouvernements et entrera en vigueur à la date de l'échange de notes par la voie diplomatique, faisant part de cette approbation.

Le présent Accord sera valable un an à dater de son entrée en vigueur et sera prorogé automatiquement d'année en année, si aucune des Parties contractantes ne le dénonces au moins trois mois avant l'expiration de sa validité.

FAIT à Athènes, le 18 juin 1959, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce	Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
EVANGHELOS AVEROFF TOSSIZZA	KOCA POPOVIC

Annexe I

DENOMINATION DE
L'AUTORITE COMPETENTE
Numéro, date et lieu de l'établisement
de l'autorisartion

AUTORISATION SPECIALE *)

délivrée en vertu de l'article 3/8 *) de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux

A L'ORGANISATION ECONOMIQUE OU ENTREPRISE

nom.....
siège social .....
pour l'exploitation de la ligne internationale d'autocars
permanent
——————— en transit *) .....
saisonnière

sur le parcours de la ligne situé sur la territoire grec *) ———— yougoslave

de.....(point de départ) à.....
.....(passage de frontière).

La présente Autorisation spéciale *) est valable du..... au .....

Pour effectuer le service en vertu de la présente Autorisation spéciale *) sont valables les suivantes.

CONDITIONS **)

1. Le titulaire de la présente Autorisation spéciale est tenu de se conformer aux dispositions de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux.

2. Le titulaire de la présente Autorisation spéciale ne peut effectuer le transport sur la ligne mentionnée ci-dessus qu'après avoir obtenu l'Autorisation spéciale *) permettant d'effectuer le service international d'autocars sur le parcours de la ligne situé sur le territoire grec *) ———— yougoslave.

3, Il est interdit aux autocars desservant la ligne mentionnée tout transport autre que celui prévu par l'itinéraire faisant objet de cette Autorisation spéciale *), ainsi que tout transport local de voyageurs.

4. L'horaire comprenant les prix de transport et les réductions correspondantes, certifié par l'autorité qui a délivré la présente Autorisation spéciale, fait partie intégrante de cette dernière. L'horaire en vigueur doit être affiché à tous les points d'arrêt, et le titulaire de la présente Autorisation spéciale est tenu de s'y conformer.

5. Cette ligne doit être desservie durant toute la période de la validité de la présente Autorisation spéciale.

6. Il est interdit de prendre ou de déposer des voyageurs sur le parcours de la ligne situé sur le territoire grec *) ———— yougoslave.

(sceau) Signature de l'autorité compétente,

*) Biffer les mentions inutiles.

**) Les points 1, 2 et 3 sont applicable tant au service en transit qu'au service regulier d' autocars entre le Royaume de Grèce et la Républic Porulaire Fédétarive de Yougoslavie. Les points 4 et 5 sont applicables uniquement aux liaisons régulières entre les deux Pays, et le point 6 seulement au service régulier en transit.

Biffer les points inutiles.

Annexe II

Page 1

DENOMINATION DE L'AUTORITE COMPETENTE
numéro, date et lieu de l'établisemnet de l'autorisation

AUTORISATION

délivrée en vertu de l'article 10/13 *) de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux.

à l'organisation économique ou entreprise

nom.....
lieu .....

Pour effectuer le service de navette *) ———— occasionnel d'autocars

entre les localités suivantes : .....

sur le parcours en territoire grec *) ———— yougoslave de.....

(point de départ) à .....
(passage de frontière) avec l'itinéraire suivant.....
.....
.....
.....

Nombre total de voyageurs .....

Pour effectuer le service en vertu de la présente Autorisation spéciale sont valables les suivantes :

CONDITIONS :

1. Le titulaire de cette Autorisation spéciale est tenu de se conformer aux dispositions de l' Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougislavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises par véhicules commerciaux du 18 juin 1959.

2. Il est interdit aux autocars desservant la ligne mentionnée tout transport en dehors de l'itinéraire prévu par cette Autorisation spéciale *).

(sceau) Signature de l'autorité compétente,

*) Biffer les mentions inutiles.

Page 2 (verso de la page 1)

Entrée (sceau) Sortie (sceau)

Gertifié par l'organe de douane lors du passage de la frontière

Entrée (sceau) Sortie (sceau)

Certifié par l'organe douanier lors du passage de la frontière

Annexe III

Page 1

DENOMINATION DE L'AUTORITE COMPETENTE

Original
(Copie No. 1)
(Copie No. 2)

Numéro d'ordre de l'autorisation.....

AUTORISATION

Pour effectuer le transport de marchandises entre les deux Parties contractantes et le transport en transit, délivrée en vertu des articles 16, 17, 18 et 19 de l' Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux

Propriété (nom et adresse du transporteur).....
.....

Véhicules à moteur : *) lieu d'immatriculation....
* numéro d'immatriculation..
Remorque *) numéro d'immatriculation ou numero du chassis....

La présente autorisation est valable pour un voyage aller-retour au cours de l'année civile.....

*) A compléter par le transporteur

(sceau) Signature de l'organe compétent,

Lieu et date de la délivrance
(sceau et signature) Certifié par l'organe compétent de l'autre pays

Annexe IV

Page 1

CERTIFICAT RELATIF A L'APTITUDE DU TRANSPORTEUR ET DU VEHICULE A EFFECTUER LE TRANSPORT INTERNATIONAL

délivré en vertu des articles 22 et 27 de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises exécuté au moyen de véhicules commerciaux.

1. Organisation Economique ou Entreprise.....
Adresse :..... et le vehicule decrit ci-dessous.

2. Type de véhicule :
camion
autocar
tracteur
véhicule articulé
remorque
semi-remorque (biffer les mentions inutiles)
3. Numéro d'immatriculation .....
4. Numéro du châssis .....
5. Marque de fabrique .....

Page 2.

6. Poids total maximum autorisé .....
7. Poids du véhicule à vide .....
8. a) charge utile maximum (pour camions)
b) mombre de places maximum :
places assises.....
places debout .....
9. Poids maximum autorisé :
a) par essieu le plus chargé .....
b) éventuellement par essieu jumelé .....
10. Largeur maximum .....
11. Longueur maximum (y compris le dispositif pour attache-remorque) .....
12. Longueur du port à faux arrière à partir de l'essieu arrière .....
13. Limitation du poids de la remorque en tonnes (à remplir seulement pour les véhicules à moteur ; marquer d'un «O» si la remorque n'est pas autorisée, ou «sans limitation» si la législation nationale du pays d'immatriculation du véhicule ne prévoit limitation).
.....

REMPLISSENT LES CONDITIONS PREVUES PAR L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE GRECE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE PORTANT REGLEMENTATION DU TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES, EXECUTE AU MOYEN DE VEHICULES COMMERCIAUX.

Date de l'inspection technique .....
Délai de validité du certificat .....
(sceau) L'autorité compétente
(signature)
(Dimensions du formulaire : 142 × 107 mm).

Annexe V

Page 1

TRANSPORT INTERNATIONAL ROUTIER DE VOYAGEURS

Délivré par : Pays

FEUILLE DE ROUTE

Série ..... Numéro

1. Genre de transport (biffer les mentions inutiles)
Voyage circulaire (Service de navette)
Transport entre les ports maritimes et aériens (genre.....)

2. Itinéraire complet du voyage :

Date	Itinéraire (villes importantes)	Points de passage frontaliers	Remarques
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

3. Remarques, changements imprévus (concernant les rubriques 2 et 4) .....
.....
.....

4. Liste de voyageurs (Nom et initiale du prénom) —à remplir uniquement pour les voyages circulaires et le service de navette .....
.....
.....

5. Transport entre les ports maritimes et aériens

Port de débarquement des voyageurs	Nombres de voyageurs
.....	.....

Port d'embarquement des voyageurs.....
Nom et adresse de l'organisation ayant préparé le voyage
.....

6. Billets délivrés ——— aux voyageurs pour tout le parcours
Billet collectif pour aller-retour

7. Date de la délivrance de la feuille de route ..... 19..

Le transporteur,
(signature)

Page 2. (au verso de la page 1)

Les visas des autorités de contrôle à la frontière et en cours de route

Remarque

Lieu et date

INSTRUCTIONS RELATIVES A L'EMPLOI DES FEUILLES DE ROUTE

1. La feuille de route n'est pas applicable aux lignes régulières, d'autocars.

2. Dans la rubrique 1 il faut biffer les modes de transport ne correspondant pas au transport effectué, alors que pour le transport exécuté entre les ports maritimes et aériens, il faut mentionner le mode, selon le cas, conformément aux définitions données sous b) de l'article 11 de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux.

3. Pour chaque voyage est employé une feuille de route séparée. Les voyages au retour lors du service de navette et du transport entre les ports maritimes et aériens sont considérées comme voyages séparés. Une nouvelle feuille de route est établie pour ces voyages, qui comprendra dans la rubrique 1, après la mention «Mode de transport»-«Voyage de retour» et dans la rubrique 3, pour le service de navette, l'explication suivante :

«Le transport d'un groupe de voyageurs est exécuté au départ au moyen du véhicule portant numéro d'immatriculation.... et muni de la feuille de route No.....

4. Dans la rubrique 2 il faut indiquer l'itinéraire complet du voyage, que le véhicule soit à vide ou ait à son bord des voyageurs; en cas de voyage à vide, dans la rubrique «Remarques» il faut mentionner «Voyage à vide». Aucune autre indication ne doit être portée dans cette rubrique.

5. La rubrique 6 ne se rapporte qu'aux voyages circulaires et au service de navette.

6. Dans la rubrique 3 il faut porter toute modification se rapportant aux énonciations mentionnées dans la feuille de route.

7. La feuille de route est complétée avant le départ du véhicule. Le transporteur est responsable de l'exactitude des énonciations, inscrites dans la feuille de route.

8. Le voyage exécuté, la feuille de route est rendue à l'autorité qui l'a établie.

(Les présentes instructions sont reproduites au verso de la feuille de route, au bas de la page).

Annexe VI.

INDICATIONS QUE DOIT CONTENIR OBLIGATOIREMENT LA LETTRE DE VOITURE

prévue par l'article 34 de l'Accoed entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie portant règlementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux.

1. Lieu et date de l'établisement de la lettre de voiture.

2. Nom et adresse de l'expéditeur.

3. Nom et adresse du transporteur.

4. Point où la marchandise est prise en charge et celui prévu pour la livraison.

5. Nom et adresse du destinataire ou autre receptionnaire.

6. Désignation de la marchandise.

7. Poids brut total ou la quantité autrement exprimée de la marchandise.

8. Prix de transport.

9. Numéro d'immatriculation du véhicule ou, si ce numéro ne suffit pas pour identifier le véhicule, numéro du chassis.

10. Kilométrage taxé.

11. Point de départ et destination du véhicule effectuant un transport international (à remplir seulement dans le cas où le point de départ et (ou) celui de destination diffèrent du point où la marchandise est prise en charge et (ou) de celui qui est prévu pour la livraison).

12. Le ou les points de passage des frontières.

13. Signature du transporteur.

Annexe VII.

TRANSPORT INTERNATIONAL ROUTIER DE MARCHANDISES

Délivré par : Pays

DOCUMENT ACCOMPAGNANT LE TRANSPORT DE MARCHANDISES POUR COMPTE PROPRE

Série..... Numéro.....

1. Date et lieu de l'établissement du document....

2. Nom, adresse et objet de l'activité du transporteur :

.. ..

3. Nom, adresse et objet de l'activité du livreur et du réceptionnaire de marchandises.....

4. Le point ou les points où la marchandise est prise en charge .....

5. Le point ou les points prévus pour la livraison...

6. Désignation de la marchandise.....

7. Poids brut ou quantité autrement exprimée de la marchandise .....

8. Numéro d'immatriculation du véhicule ou, si ce numéro ne suffit pas pour identifier le véhicule, numéro du châssis .....

9. Kilométrages :.....

10. Le point ou les points de passage des frontières.

Date, Le transporteur, (signature)

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ρυθμίζουσα τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων.

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ ρυθμίσουν τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν, τὴν πραγματοποιουμένην μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων, ὡς καὶ τὴν διέλευσιν τράνζιτ μέσῳ τῶν ἀντιστοίχων ἐδαφῶν των.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

I. Μεταφορὰ Ταξειδιωτῶν.

Τακτικαὶ διὰ λεωφορείων γραμμαὶ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 1.

Θεωρεῖται ὡς τακτικὴ γραμμή, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ ὑπηρεσία μεταφορᾶς ταξειδιωτῶν ἐκτελουμένη ἐπὶ καθωρισμένου δρομολογίου καὶ βάσει προκαθωρισμένων ὡραρίου καὶ τιμολογίων.

Ἡ συγκοινωνία αὕτη ἐπιτρέπεται ὅπως δέχεται τὴν ἐπιβίβασιν καὶ ἀποβίβασιν τῶν ταξειδιωτῶν εἰς τὰς ἀφετηρίας ἢ τὰ τέρματα τοῦ δρομολογίου, ὡς καὶ εἰς ἄλλα σημεῖα καθωρισμένα ὑπὸ τοῦ ὡραρίου.

Τὰ τροχοφόρα διὰ τῶν ὁποίων ἐκτελεῖται ἡ μεταφορὰ αὕτη, δέον νὰ εἶναι εἰς κατάστασιν ἱκανοποιοῦσαν τὰς συνήθεις ἀνάγκας μεταφορᾶς.

Τὰ τροχοφόρα δέον νὰ δέχωνται, ἐπὶ τῷ τέλει τῆς μεταφορᾶς, πάντα ταξειδιώτην παρουσιαζόμενον εἰς τὰς ἀφετηρίας καὶ τὰ τέρματα καὶ εἰς ἄλλας στάσεις ἐνδεχομένως καθορισθείσας, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ὑπάρχουσι θέσεις.

Ἄρθρον 2.

Αἱ τακτικαὶ γραμμαί, μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, καθορίζονται κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ὑπηρεσία μεταφορᾶς ταξειδιωτῶν ἐπὶ τῶν τακτικῶν γραμμῶν ἐγκαθίσταται δυνάμει εἰδικῆς ἀδείας, ὁ τύπος τῆς ὁποίας προσδιορίζεται εἰς τὸ Παράρτημα I τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἡ εἰδικὴ ἄδεια ἐκδίδεται ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τὸν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της ἐξυπηρετούμενον τομέα τῆς γραμμῆς καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος.

Ἡ διάρκεια τῆς εἰδικῆς ἀδείας καθορίζεται, κοινῇ συμφωνίᾳ, ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Εἰδικὴ ἄδεια χορηγεῖται εἰς οἰκονομικοὺς ὀργανισμοὺς ἢ ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς ἐπὶ καθωρισμένης λεωφορειακῆς γραμμῆς, δυνάμει αἰτήσεως, ὑποβαλλομένης ὑπ' αὐτῶν, εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἑταιρική των ἕδρα.

Ἡ αἴτησις δέον νὰ περιλαμβάνῃ : τὸ δρομολόγιον, τὸ ὡράριον δι' ὁλόκληρον τὸ ἔτος, τὰς τιμὰς τῶν εἰσιτηρίων, τὴν περιγραφὴν τοῦ χρησιμοποιηθησομένου τροχοφόρου καί, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, ἄλλας χρησίμους ἐνδείξεις εἰδικῶς καθοριζομένας ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ αἴτησις δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἑνὸς σχεδιαγράμματος τῆς σχεδιαζομένης διαδρομῆς, μὲ ἔνδειξιν τῶν στάσεων καὶ τῶν χιλιομέτρων, ὡς καὶ ὑπὸ ἑνὸς πιστοποιητικοῦ βεβαιοῦντος τὴν ἱκανότητα τοῦ οἰκονομικοῦ ὀργανισμοῦ ἢ ἐπιχειρήσεως καὶ τοῦ τροχοφόρου πρὸς πραγματοποίησιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διαβιβάζει εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τὰς αἰτήσεις αἵτινες ἐγένοντο δεκταὶ συνοδευομένας ὑπὸ ὅλων τῶν ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, ὡς καὶ τὴν εἰδικὴν ἄδειαν τὴν ἐπιτρέπουσαν τὴν ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς ἐπὶ τῆς ἐν λόγῳ διαδρομῆς.

Ἄρθρον 4.

Οἱ μεταφορεῖς δὲν δύνανται νὰ ἐκτελέσουν τοπικὰς μεταφορὰς ταξειδιωτῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καθορίζουσι τὰ τιμολόγια διὰ τὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν ἐπὶ τῶν τακτικῶν διαδρομῶν, λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν πάντα τὰ ἐπιδρῶντα ἐπὶ τῶν τιμῶν στοιχεῖα.

Τακτικὴ γραμμὴ μεταφορᾶς τράνζιτ.

Ἄρθρον 6.

Ἡ μεταφορὰ ταξειδιωτῶν λέγεται ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ), ὡς πρὸς τὸ ἓν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὅταν ἐκτελεῖται αὕτη διὰ μέσου τοῦ ἐδάφους τοῦ Μέρους τούτου χωρὶς οὐδεὶς ἐπιβάτης ν' ἀποβιβάζεται ἢ ἐπιβιβάζεται.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ) τακτικὴ γραμμὴ μεταφορᾶς δέον νὰ πληρῇ τοὺς κάτωθι ὅρους : Αἱ Συγκοινωνίαι δέον νὰ ἔχωσι τουριστικὸν χαρακτῆρα συμφώνως τῷ παραρτήματι 1 τῆς γενικῆς συμφωνίας ρυθμιζούσης οἰκονομικῶς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς τῆς 17ης Μαρτίου 1954. Ἑκάστη ἁπλῆ διαδρομὴ δέον νὰ περιέχῃ τοὐλάχιστον τρεῖς ἡμερησίους σταθμούς. Ἵνα ἀποφευχθῇ διπλὴ χρησιμοποίησις, ἡ γραμμὴ δέον νὰ μὴ τείνῃ εἰς τὴν ἱκανοποίησιν ἀναγκῶν ἤδη καλυπτομένων ἱκανοποιητικῶς διὰ τῶν ὑφισταμένων σιδηροδρομικῶν ἢ ὁδικῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἡ ἐγκατάστασις κανονικῶν γραμμῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ) αἵτινες δὲν πληροῦσι τούς, εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον, προβλεπομένους ὅρους, χρήζει τῆς προγενεστέρας ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 8.

Ἡ συγκοινωνιακὴ ὑπηρεσία ἐπὶ τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ) διαδρομῶν, ἡ περιγραφομένη εἰς τὸ 7ον ἄρθρον, ἀντικαθίσταται δυνάμει ἀδείας ἧς ὁ τύπος καθορίζεται εἰς τὸ παράρτημα 1 τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἡ ἄδεια χορηγεῖται εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς ὀργανισμοὺς ἢ ἐπιχειρίσεις, βάσει αἰτήσεώς των ἀπευθυνομένης εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν ἐκείνου τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἑταιρική των ἕδρα.

Ἡ αἴτησις δέον νὰ περιλαμβάνῃ: τοὺς λόγους τῆς ἐγκαταστάσεως τῆς ἀναφερθείσης ὑπηρεσίας (ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ ὑπηρεσίας ἧς ἡ ἐγκατάστασις δὲν ἀπαιτεῖ προέγκρισιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων), τὸ δρομολόγιον, τὸ ὡράριον, τὰ τιμολόγια, τὴν περιγραφὴν τοῦ χρησιμοποιηθησομένου τροχοφόρου καὶ ἀναλόγως τῶν περιπτώσεων ἄλλας χρησίμους ἐνδείξεις καθορισθείσας κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ αἴτησις δέον νὰ συνοδεύεται ὑπὸ σχεδιαγράμματος τῆς σχεδιαζομένης διαδρομῆς, ὡς καὶ ὑπὸ πιστοποιητικοῦ βεβαιοῦντος τὴν ἱκανότητα τοῦ οἰκονομικοῦ ὀργανισμοῦ ἢ τῆς ἐπιχειρήσεως καὶ τοῦ τροχοφόρου πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διαβιβάζει εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου τὰς αἰτήσεις αἵτινες ἐγένοντο δεκταί, συνοδευομένας ὑφ' ὅλων τῶν ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, ὡς καὶ τὴν σύστασιν ὅπως χορηγηθῇ ἡ αἰτηθεῖσα ἄδεια ὅταν πρόκειται περὶ ὑπηρεσίας διὰ τὴν ἐγκατάστασιν τῆς ὁποίας δὲν ἀπαιτεῖται προέγκρισις τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ὑπηρεσίαι λεωφορείων ἐναλλάξ.

Ἄρθρον 9.

Αἱ ὑπηρεσίαι λεωφορείων ἐναλλάξ, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, εἶναι, ἡ ὑπηρεσία ἡ ὠργανωμένη διὰ τὴν μεταφορὰν, ἀπὸ τὴν αὐτὴν ἀφετηρίαν εἰς τὸ αὐτὸ μέρος διαμονῆς ἢ διακοπῶν ἢ τουριστικοῦ ἐνδιαφέροντος, ταξειδιωτῶν ἀναχωρησάντων προηγουμένως καθ' ὁμάδας, ἀναλόγως τῆς προβλεφθείσης διαρκείας τῆς διαμονῆς καὶ διὰ τὴν ἐπαναφορὰν ἑκάστης ὁμάδος εἰς τὴν ἀφετηρίαν κατὰ τὴν διάρκειαν ταξειδίου μεταγενεστέρου τῆς λήξεως τῆς προβλεφθείσης περιόδου. Οἱ ταξειδιῶται, οἵτινες ἐπραγματοποίησαν ὁμοῦ τὸ ταξείδιον μέχρι τοῦ σημείου τῶν διακοπῶν ἢ τῆς τουριστικῆς

διαμονῆς, ὀφείλουν νὰ ταξειδεύσωσιν ὁμοῦ κατὰ τὴν ἐπιστροφήν.

Ὡς ἐναλλὰξ ὑπηρεσίαι νοοῦνται ἀποκλειστικῶς τὰ ταξείδια μεταβάσεως καὶ τὰ τῆς ἐπιστροφῆς. Τὸ πρῶτον ταξείδιον ἐπιστροφῆς καὶ τὸ τελευταῖον ταξείδιον μεταβάσεως, εἰς τὴν σειρὰν τῶν ἐναλλὰξ ταξειδίων, δέον νὰ ἐκτελεσθῶσι διὰ κενοῦ ὀχήματος.

Ἄρθρον 10.

Διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ἐναλλὰξ ὑπηρεσίας μεταξὺ δύο σημείων, τὸ ἓν ἐκ τῶν ὁποίων εὑρίσκεται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς καὶ τὸ ἕτερον εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀπαιτεῖται ἡ λῆψις τῆς ἀδείας τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, ὁ τύπος τῆς ὁποίας καθορίζεται εἰς τὸ Παράρτημα ΙΙ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἡ ἄδεια χορηγεῖται εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς ὀργανισμοὺς ἢ ἐπιχειρήσεις δυνάμει αἰτήσεως ὑποβαλλομένης ὑπὸ τούτων εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἑταιρική των ἕδρα.

Ἡ αἴτησις δέον νὰ περιλαμβάνῃ: τὸν προορισμὸν τῆς μεταφορᾶς, τὸ δρομολόγιον, τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐναλλὰξ ταξειδίων, τὰς ἡμερομηνίας τῶν ταξειδίων, τὸν συνολικὸν ἀριθμὸν τῶν ταξειδιωτῶν, τὴν περιγραφὴν τοῦ χρησιμοποιηθησομένου τροχοφόρου ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην ἀναγκαίαν ἔνδειξιν καθορισθεῖσαν κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἡ αἴτησις δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ πιστοποιητικοῦ βεβαιοῦντος τὴν ἱκανότητα τοῦ οἰκονομικοῦ ὀργανισμοῦ ἢ ἐπιχειρήσεως καὶ τοῦ τροχοφόρου πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς λήψεως τῆς ἀντιστοίχου ἀδείας, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διαβιβάζει εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου τὰς αἰτήσεις αἵτινες ἐγένοντο δεκταί, συνοδευομένας ὑπὸ τῶν ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, ὡς καὶ τὴν ἄδειαν δι' ἧς ἐπετράπη ἡ ἐκτέλεσις τῆς αἰτουμένης μεταφορᾶς. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λάβῃ τὴν σχετικὴν ἀπόφασιν, εἰ δυνατόν, ἐντὸς προθεσμίας 10 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς αἰτήσεως.

Ἔκτακτος λεωφορειακὴ ὑπηρεσία.

Ἄρθρον 11.

Θεωρεῖται ὡς ἔκτακτος λεωφορειακὴ ὑπηρεσία, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ μεταφορὰ ταξειδιωτῶν ἡ ἐκτελουμένη ὑπὸ μίαν τῶν ἀκολούθων προϋποθέσεων·

α) ἐφ' ὅσον μεταφέρονται ἐπὶ τοῦ αὐτοῦ τροχοφόρου τὰ αὐτὰ πρόσωπα καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς διαδρομῆς, ἥτις δέον νὰ ἀρχίσῃ καὶ νὰ τελειώσῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς χώρας ἔνθα τυγχάνει ἐγγεγραμμένον τὸ ἐν λόγῳ τροχοφόρον,

β) ἐφ' ὅσον μεταφέρονται ἐπὶ τοῦ αὐτοῦ τροχοφόρου τὰ αὐτὰ πρόσωπα, τῆς διαδρομῆς ἐχούσης τὴν ἀφετηρίαν της εἰς ναυτικὸν ἢ ἀεροπορικὸν λιμένα τῆς χώρας ἐγγραφῆς τοῦ τροχοφόρου καὶ τὸ τέρμα της εἰς τοιοῦτον λιμένα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἑτέρας, τοῦ τροχοφόρου ὀφείλοντος νὰ ἐπανέλθῃ:

εἴτε κενόν,

εἴτε μὲ ταξειδιώτας ἀφιχθέντας δι' ἀτμοπλοίου ἢ ἀεροσκάφους εἰς τὸν λιμένα, ὅπου ἀπεβιβάσθησαν κατὰ τὴν μετάβασιν οἱ πρῶτοι ταξειδιῶται, καὶ συνεχίζοντας τὸ ταξείδιόν των διὰ πλοίου ἢ ἀεροσκάφους ἐξ ἑτέρου λιμένος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς χώρας ἐγγραφῆς τοῦ τροχοφόρου,

εἴτε μὲ ταξειδιώτας ἀφιχθέντας δι' ἀτμοπλοίου ἢ ἀεροσκάφους εἰς λιμένα τοῦ αὐτοῦ τόπου, ὅπου καὶ ὁ λιμὴν ἔνθα ἀπεβιβάσθησαν κατὰ τὴν μετάβασιν οἱ πρῶτοι ταξειδιῶται, καὶ ἀναχωροῦντας δι' ἀτμοπλοίου ἢ ἀεροσκάφους ἀναχωροῦντος ἐξ ἑτέρου λιμένος τῆς χώρας ἐγγραφῆς τοῦ τροχοφόρου,

γ) ἐφ' ὅσον τὸ τροχοφόρον εἰσέλθῃ κενὸν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δυνάμει τουριστικῆς συμφωνίας, προηγουμένως συναφθείσης, διὰ νὰ μεταφέρῃ τοὺς περιηγητὰς εἰς τὸν τόπον διαμονῆς τοῦ μεταφορέως, ἐξυπακουομένου ὅτι τὸ αὐτὸ τροχοφόρον θὰ τοὺς μεταφέρῃ ἐκ νέου εἰς τὸν αὐτὸν τόπον ὅπου ἐπεβιβάσθησαν.

Ἄρθρον 12.

Αἱ μεταφοραί, αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 11 τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐκτελοῦνται ἄνευ ἀδείας. Τὰ λεωφορεῖα, διὰ τῶν ὁποίων ἐκτελεῖται ἡ μεταφορὰ αὕτη, δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ πιστοποιητικῶν βεβαιούντων τὴν ἱκανότητα τῶν μεταφορέων καὶ τῶν τροχοφόρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς μεταφορᾶς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου γ' τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγγεγραμμένον τὸ τροχοφόρον, ἀνακοινοῖ εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Μέρους τὴν συναφθεῖσαν τουριστικὴν συμφωνίαν ὡς καὶ τὰ σημεῖα τῶν συνόρων διὰ τῶν ὁποίων θὰ πραγματοποιηθῇ ἡ μεταφορά.

Ἔκτακτοι διὰ λεωφορείων ὑπηρεσίαι μὴ προβλεφθεῖσαι εἰς τὸ ἄρθρον 11.

Ἄρθρον 13.

Δι' ἑκάστην ἄλλην ἔκτακτον διὰ λεωφορείων ὑπηρεσίαν μὴ προβλεφθεῖσαν εἰς τὸ ἄρθρον 11 ἀπαιτεῖται ἄδεια δι' ἑκάστην εἰδικὴν περίπτωσιν, χορηγουμένη ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τῆς ὁποίας ὁ τύπος καθορίζεται εἰς τὸ Παράρτημα ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἡ ἄδεια χορηγεῖται εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς ὀργανισμοὺς ἢ ἐπιχειρήσεις δυνάμει αἰτήσεως ἀπευθυνομένης ὑπὸ τούτων εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἑταιρική των ἕδρα.

Ἡ αἴτησις δέον νὰ περιλαμβάνῃ:

τὸν προορισμὸν τοῦ ταξειδίου, τὸ δρομολόγιόν του, τὴν περιγραφὴν τοῦ χρησιμοποιηθησομένου τροχοφόρου, ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην ἔνδειξιν καθοριζομένην κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἡ αἴτησις δέον νὰ συνοδεύεται ὑπὸ πιστοποιητικοῦ βεβαιοῦντος τὴν ἱκανότητα τοῦ οἰκονομικοῦ ὀργανισμοῦ ἢ ἐπιχειρήσεως καὶ τοῦ τροχοφόρου πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς λήψεως τῆς ἀντιστοίχου ἀδείας ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διαβιβάζει εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου τὰς αἰτήσεις, αἵτινες ἐγένοντο δεκταί, συνοδευομένας ὑπὸ ὅλων τῶν ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, ὡς καὶ ὑπὸ τῆς ἀδείας ἐκτελέσεως τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἔκτακτος ὑπηρεσία δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν.

Ἄρθρον 14.

Αἱ μεταφοραὶ δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων ἐχόντων το πολὺ 8 θέσεις καθημένων (ἐκτὸς τοῦ καθίσματος τοῦ ὁδηγοῦ) ἐπιτρέπονται ἄνευ εἰδικῆς ἀδείας ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ τροχοφόρον θὰ εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ πιστοποιητικοῦ βαβαιοῦντος τὴν τεχνικήν του ἱκανότητα πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς διεθνοῦς ὁδικῆς μεταφορᾶς καὶ ὅτι δὲν θὰ δεχθῇ νέους ταξειδιώτας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἔκτακτος μεταφορὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ).

Ἄρθρον 15.

Ἔκτακτος μεταφορὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ) ἐκτελουμένη δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων, χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐχόντων πλέον τῶν 8 θέσεων καθημένων ἐκτὸς τῆς τοῦ ὁδηγοῦ, ἐκτελεῖται ἄνευ ἀδείας.

Αἱ μεταφοραὶ αὗται δὲν δύνανται νὰ προσλάβωσι τὸν χαρακτῆρα τακτικῆς γραμμῆς.

ΙΙ. Μεταφορὰ Ἐμπορευμάτων

Μεταφορὰ μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μεταφορὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ).

Ἄρθρον 16.

Οἱ οἰκονομικοὶ ὀργανισμοὶ ἢ ἐπιχειρήσεις οἱ ἐκτελοῦντες μεταφορὰς ἐμπορευμάτων, τῶν ὁποίων ἡ ἑταιρικὴ ἕδρα εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ τὴν μεταφορὰν μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ τὴν μεταφορὰν ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ) δι' ἀδείας χορηγουμένης ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ὡς ἐμπορεύματα κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, νοοῦνται πάντα τὰ ἀγαθὰ καὶ τὰ οἱασδήποτε φύσεως φορτία.

Ἄρθρον 17.

Ἡ ἄδεια δὲν δύναται νὰ χορηγηθῇ παρὰ μόνον εἰς τοὺς ὀργανισμοὺς ἢ ἐπιχειρήσεις οἵτινες πληροῦσι τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας, τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὴν ἱκανότητα τοῦ μεταφορέως καὶ τοῦ τροχοφόρου πρὸς πραγματοποίησιν τῆς ὁδικῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη, αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἢ ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ καθορίσωσι τὰ τιμολόγια διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν δύο συμβαλλομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 18.

Αἱ ἄδειαι διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων χορηγοῦνται ἀποκλειστικῶς ὑπὸ τύπον χωριστῆς δι' ἕκαστον ταξείδιον ἀδείας, τῆς μεταφορᾶς διὰ ρυμούλκας θεωρουμένης ὡς εἰδικοῦ ταξειδίου.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων μερῶν καθορίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος, τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀδειῶν αἵτινες θὰ ἰσχύσωσι δι' ἕκαστον ἔτος.

Ἄρθρον 19.

Αἱ ἄδειαι θὰ χορηγῶνται συμφώνως πρὸς τὸν τύπον τὸν καθοριζόμενον εἰς τὸ παράρτημα III τῆς παρούσης συμφωνίας.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διαβιβάζωσιν ἀμοιβαίως εἰς τὸ τέλος ἑκάστου τριμήνου ἀντίγραφα τῶν χορηγηθεισῶν ἀδειῶν.

Ἄρθρον 20.

Ἀπαγορεύεται ἡ μεταφορὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐμπορευμάτων ἅτινα πρόκειται νὰ ἐκφορτωθῶσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του.

Ἀπαγορεύεται ἐπίσης εἰς τοὺς μεταφορεῖς τοὺς κατοικοῦντας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, νὰ ἐκτελῶσιν μεταφορὰς μεταξὺ τοῦ ἑτέρου Μέρους καὶ τρίτης χώρας, ἄνευ εἰδικῆς ἀδείας τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 21.

Κατὰ τὴν ἐπιστροφὴν ἐπιτρέπεται ἡ ἐκτέλεσις μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ἄνευ ἀδείας.

III. Γενικαὶ Διατάξεις.

Ὅροι οὓς δέον νὰ πληροῖ ὁ οἰκονομικὸς ὀργανισμὸς ἢ ἐπιχείρησις διὰ τὴν ἐκτέλεσιν διεθνοῦς μεταφορᾶς.

Ἄρθρον 22.

Δὲν δικαιοῦνται νὰ ἐκτελῶσι διεθνῆ μεταφορὰν παρὰ μόνον οἱ οἰκονομικοὶ ὀργανισμοὶ ἢ ἐπιχειρήσεις εἰς τοὺς ὁποίους ἔχει ἀναγνωρισθῇ ἐπισήμως ἡ ἰδιότης αὕτη ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἑταιρικὴ των ἕδρα.

Αἱ ἀναγνώρισις αὕτη δέον νὰ βεβαιοῦται δι' ἐγγράφου χορηγουμένου ὑπὸ τῶν εἰρημένων ἀρχῶν. Ὁ τύπος τοῦ ἐγγράφου τούτου καθορίζεται εἰς τὸ παράρτημα IV τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἰσχύει κατ' ἀνώτατον ὅριον ἐπὶ ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας χορηγήσεως.

Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν ἀναφέρονται εἰς μεταφορὰν ταξειδιωτῶν δι' ἴδιον λογαριασμόν.

Ἄρθρον 23.

Οἱ Οἰκονομικοὶ Ὀργανισμοὶ ἢ ἐπιχειρήσεις δέον νὰ ἔχωσι τὰς τεχνικάς, ἐμπορικὰς καὶ ἐπαγγελματικὰς ἱκανότητας πρὸς ἐκτέλεσιν διεθνοῦς μεταφορᾶς, κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικόν. Οἱ μεταφορεῖς ὑποχρεοῦνται νὰ ἀπασχολῶσι προσωπικὸν ἔχον ἐπαρκῆ πεῖραν καὶ τὰ ἀπαιτούμενα προσόντα διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ἣν δέον νὰ ἐκτελέσῃ.

Τεχνικοὶ ὅροι τοῦ τροχοφόρου.

Ἄρθρον 24.

Ἡ διεθνὴς μεταφορὰ ταξειδιωτῶν κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, δὲν δύναται νὰ ἐκτελεσθῇ παρὰ μόνον διὰ τροχοφόρων πληρούντων τοὺς ὅρους τοὺς ἀναγραφομένους εἰς τὸ παράρτημα B. 1 τῆς Γενικῆς συμφωνίας, ρυθμιζούσης οἰκονομικῶς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς, τῆς 17ης Μαρτίου 1954.

Ἄρθρον 25.

Ἡ διεθνὴς μεταφορὰ ἐμπορευμάτων, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, δὲν δύναται νὰ ἐκτελεσθῇ παρὰ μόνον διὰ τροχοφόρων καταλλήλων διὰ τὴν μεταφορὰν ἣν ἐκτελοῦσι, διατηρουμένων εἰς τελείαν κατάστασιν ἀπὸ ἀπόψεως συντηρήσεως καὶ διερρυθμισμένων κατὰ τρόπον πληροῦντα τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 43 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 26.

Ἅπαντα τὰ φορτηγὰ τροχοφόρα τὰ ἐκτελοῦντα μεταφορὰν συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, δέον νὰ φέρωσιν ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν πλαγίων πλευρῶν τὰς κάτωθι ἐνδείξεις:

α) Ὄνομα τοῦ δικαιούχου τοῦ τροχοφόρου (ἰδιοκτήτου).

β) Τόπον ἐγγραφῆς τοῦ τροχοφόρου.

γ) Ὠφέλιμον φορτίον καὶ βάρος τοῦ τροχοφόρου.

Ἄρθρον 27.

Εἰς τὸ ἔγγραφον τὸ βεβαιοῦν τὴν τεχνικὴν ἱκανότητα τοῦ τροχοφόρου πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς, αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ θ' ἀναγράφωσι τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τελευταίας τεχνικῆς ἐπιθεωρήσεως τοῦ τροχοφόρου. Ἡ ἰσχὺς τοῦ ἐγγράφου τούτου, τουτέστιν τῆς ἐπιθεωρήσεως, δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ἓν ἔτος. Τὸ πιστοποιητικὸν χορηγεῖται συμφώνως πρὸς τὸν τύπον τοῦ παραρτήματος IV τῆς παρούσης συμφωνίας.

Τίτλος κυκλοφορίας καὶ ἄδεια ὁδηγήσεως.

Ἄρθρον 28.

Ἕκαστον τροχοφόρον δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον δι' ἐθνικοῦ πιστοποιητικοῦ ἐγγραφῆς, μετ' ἐνδείξεως τοῦ ἀριθμοῦ ἐγγραφῆς, τοῦ ὀνόματος ἢ τῆς μάρκας κατασκευῆς, τοῦ ἀριθμοῦ τοῦ πλαισίου καὶ τοῦ κινητῆρος, ὡς καὶ τοῦ ὀνόματος καὶ τῆς διευθύνσεως τοῦ ἰδιοκτήτου τοῦ τροχοφόρου.

Ἄρθρον 29.

Οἱ ὁδηγοὶ ὑποχρεοῦνται νὰ ἔχωσιν ἐθνικὴν ἢ διεθνῆ ἄδειαν ὁδηγήσεως.

Ἀπαραίτητα ἔγγραφα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς.

Ἄρθρον 30.

Πᾶν τροχοφόρον δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον δι' ἐγγράφου εἰς διπλοῦν εἰς τὸ ὁποῖον ν' ἀναφέρωνται, ὑπὸ ἁρμοδίου πρὸς τοῦτο προσώπου, ἅπαντα τὰ δεδομένα τὰ ἐπιτρέποντα τὴν ἐξακρίβωσιν τῶν ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων ἐν τῇ μεταφορᾷ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐκπεφρασμένα εἰς τόννους-χιλιόμετρα ἢ εἰς χιλιόμετρα-ἐπιβάτας. Ἓν ἐκ τῶν ἀντιγράφων τοῦ ἐγγράφου τούτου θὰ παραδίδεται εἰς τὸ Τελωνεῖον κατὰ τὴν ἔξοδον.

Ἄρθρον 31.

Ἡ μεταφορὰ ταξειδιωτῶν ἐν τῇ διεθνεῖ συγκοινωνίᾳ, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, διενεργεῖται διὰ ταξειδιωτικοῦ εἰσιτηρίου, συμφώνως πρὸς τὸν τύπον τὸν καθοριζόμενον κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 32.

Τὰ εἰσιτήρια ταξειδίου πληρώνονται εἰς τὸ νόμισμα τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐκδίδονται.

Δύνανται ἐπίσης νὰ χορηγηθῶσιν εἰσιτήρια μετ' ἐπιστροφῆς.

Ἄρθρον 33.

Κατὰ τὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, τὴν ἐκτελουμένην κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, ἀπαιτοῦνται τὰ κάτωθι ἔγγραφα:

α) Διὰ τὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν—ἄδεια, ἢ δεόντως βεβαιωμένον ἀντίγραφον ἢ φωτοτυπία αὐτῆς (εἰς ἃς περιπτώσεις ἀπαιτεῖται τοῦτο) καὶ φύλλον πορείας, ὁ τύπος τοῦ ὁποίου καθορίζεται εἰς τὸ παράρτημα V τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) Διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων—ἄδεια καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν τὴν ἐκτελουμένην διὰ λογαριασμὸν ἄλλου. φορτωτική, ἥτις δέον ἀπαραιτήτως νὰ περιλαμβάνῃ τὰ δεδομένα τὰ καθοριζόμενα εἰς τὸ παράρτημα VI τῆς παρούσης συμφωνίας, διὰ δὲ τὴν μεταφορὰν δι' ἴδιον λογαριασμὸν τὸ ἔγγραφον τοῦ ὁποίου ὁ τύπος καθορίζεται εἰς τὸ παράρτημα VII τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 34.

Ὁ τρόπος χορηγήσεως τῶν εἰσιτηρίων, τοῦ χειρισμοῦ τῶν ἀπαιτουμένων ἐγγράφων εἰς τὴν μεταφορὰν τῶν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων καὶ ὁ τρόπος τηρήσεως τῶν καταστίχων, ὡς καὶ ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἀναγκαίων στατιστικῶν δεδομένων μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, καθορίζονται κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων.

Ἀσφάλειαι.

Ἄρθρον 35.

Ἡ ἀσφάλισις τῶν ταξειδιωτῶν καὶ τῶν ἐμπορευμάτων λαμβάνει χώραν συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας διατάξεις ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἔνθα τὸ τροχοφόρον εἶναι ἐγγεγραμμένον.

Ἡ ἀποκατάστασις τῆς ζημίας τῆς ἐπενεχθείσης εἰς τοὺς χρησιμοποιοῦντας τὸ μεταφορικὸν μέσον καὶ εἰς τρίτα πρόσωπα, θὰ γίνῃ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τὰς ἰσχυούσας εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἔνθα προεκλήθη ἡ ζημία.

Ταξειδιωτικὰ ἔγγραφα ἐπιτρέποντα εἰς τὸ χρησιμοποιούμενον εἰς τὰ τροχοφόρα προσωπικὸν νὰ διέρχεται τὰ σύνορα τοῦ Κράτους.

Ἄρθρον 36.

Τὸ προσωπικὸν τὸ χρησιμοποιούμενον εἰς τὰ τροχοφόρα διὰ τῶν ὁποίων ἐκτελεῖται ἡ μεταφορὰ κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, εἰσέρχεται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐφωδιασμένον διὰ κοινοῦ διαβατηρίου. Ἡ θεώρησις χορηγεῖται κατόπιν ταχείας διαδικασίας διὰ περίοδον τοὐλάχιστον τριῶν μηνῶν μέχρις ἑνὸς ἔτους καὶ διὰ πλείονα ταξείδια.

Σεβασμὸς τῶν Ἐθνικῶν Νόμων.

Ἄρθρον 37.

Οἱ μεταφορεῖς καὶ τὸ χρησιμοποιούμενον προσωπικὸν τὸ ἀπασχολούμενον εἰς τὰ τροχοφόρα διὰ τῶν ὁποίων ἐκτελεῖται ἡ μεταφορὰ κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς περὶ κυκλοφορίας καὶ λοιπὰς διατάξεις τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐκτελεῖται ἡ μεταφορά.

Διὰ πᾶσαν παράβασιν τῶν ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένων διατάξεων, ὁ παραβάτης ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἔλαβε χώραν ἡ παράβασις.

Κυρώσεις.

Ἄρθρον 38.

Εἰς περίπτωσιν παραβάσεως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας, διαπραχθείσης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἔνθα τὸ τροχοφόρον εἶναι ἐγγεγραμμένον, ὀφείλει, τῇ αἰτήσει τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, νὰ ἐπιβάλῃ μίαν ἐκ τῶν κάτωθι κυρώσεων :

α) Ἁπλῆν προειδοποίησιν.

β) Προειδοποίησιν μετὰ μνείας, ὅτι ἐν περιπτώσει ὑποτροπῆς θὰ ὑπάρξῃ περίπτωσις ἐφαρμογῆς τοῦ ὑπὸ τῆς παραγράφου (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, προβλεπομένου μέτρου.

γ) Προκειμένου περὶ μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων : προσωρινὴν ἢ ὁριστικὴν ἀφαίρεσιν τῆς ἀδείας τοῦ τροχοφόρου. Προκειμένου περὶ μεταφορᾶς ταξειδιωτῶν : κύρωσιν ἐκ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν διατάξεων τῆς χώρας τοῦ μεταφορέως.

Μεταβίβασις.

Ἄρθρον 39.

Ἡ πληρωμὴ τῶν ἀμοιβαίων ὀφειλῶν τῶν προερχομένων ἐκ μεταφορᾶς γενομένης συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν θὰ διενεργῆται δυνάμει τῆς μεταξὺ τῶν δύο κρατῶν ἰσχυούσης συμφωνίας πληρωμῶν.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τῶν δικαιωμάτων καὶ φόρων μεταφορᾶς.

Ἄρθρον 40.

Οἱ οἰκονομικοὶ ὀργανισμοὶ ἢ ἐπιχειρήσεις τῶν ὁποίων ἡ ἑταιρικὴ ἕδρα εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐκτελοῦντες μεταφορὰν κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας, ἀπαλλάσσονται ἐπ' ἀμοιβαιότητι παντὸς φόρου ἢ δικαιώματος ἐπὶ τῶν τροχοφόρων καὶ τῆς μεταφορᾶς τῆς ἐκτελεσθείσης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἁρμόδιαι Ἀρχαί.

Ἄρθρον 41.

Πᾶν ζήτημα ἀναγόμενον εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας, ρυθμίζεται κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων.

Μικτὴ Ἐπιτροπή.

Ἄρθρον 42.

Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ρυθμίσεως τῶν ζητημάτων τῶν καθορισθέντων ἐκ τῶν προτέρων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, ὡς καὶ τῶν ζητημάτων ἅτινα δὲν ἐρρυθμίσθησαν δι' ἀπ' εὐθείας ἐπαφῆς τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, συνιστᾶται τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων μικτὴ ἐπιτροπὴ περιλαμβάνουσα ἀντιπροσώπους τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Τὰ συμπεράσματα τῆς μικτῆς ἐπιτροπῆς ὑποβάλλονται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις.

Τελωνειακὴ μεταχείρισις.

Ἄρθρον 43.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν τελωνειακὴν μεταχείρισιν, ἥτις θὰ ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων, καὶ τοὺς ὅρους ὑπαγωγῆς εἰς τὸ εὐγέτημα τοῦ καθεστῶτος προσωρινῆς εἰσαγωγῆς τῶν ἐμπορικῶν τροχοφόρων, τῶν κατασκευῶν καὶ τοῦ τεχνικοῦ ἐξοπλισμοῦ τῶν ἐν λόγῳ ὀχημάτων τῶν προοριζομένων διὰ μεταφορὰν καὶ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν «CONTAINERS» διὰ τὴν ὁδικὴν μεταφοράν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως τηρηθῶσι καθ' ὅλα αἱ διατάξεις τῆς ἀπὸ 16.6.1949 Συμφωνίας τῆς Γενεύης τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν προσωρινὴν ἐφαρμογὴν τῶν σχεδίων διεθνῶν τελωνειακῶν συμβάσεων ἐπὶ τοῦ τουρισμοῦ, τῶν ἐμπορικῶν ὀχημάτων καὶ τῆς διεθνοῦς ὁδικῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων (CONVENTION TIR). ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ προσθέτου Πρωτοκόλλου τῆς 28.11.1952 ἅμα τῇ ἐπικυρώσει αὐτοῦ ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος.

Ἐν ᾗ περιπτώσει τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἤθελον μεταγενεστέρως ἐπικυρώσει τὴν τελωνειακὴν συμφωνίαν τῆς Γενεύης τοῦ 1956, τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν τῶν ἐμπορικῶν ὀχημάτων καὶ τὴν τελωνειακὴν σύμβασιν τῆς Γενεύης τοῦ 1959, τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν διεθνῆ μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὑπὸ τὸ κάλυμμα τοῦ δελτίου TIR, συμφωνεῖται ὅπως εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐφαρμοστέαν ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ἐμπορικῶν ὀχημάτων ὁδικῆς μεταφορᾶς τελωνειακὴν μεταχείρισιν, ἐφαρμόζωνται αἱ διατάξεις τῶν προαναφερθεισῶν συμφωνιῶν.

Παραρτήματα.

Ἄρθρον 44.

Τὰ Παραρτήματα I, II, III, IV, V, VI καὶ VII ἀποτελοῦσιν ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς παρούσης συμφωνίας.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δύνανται ἐνδεχομένως νὰ τροποποιήσωσι κοινῇ συμφωνίᾳ τὸ περιεχόμενον ἢ τὸν ἀριθμὸν τῶν παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἰσχὺς τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 45.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θέλει ὑποβληθῆ πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις καὶ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τῶν διακοινώσεων τῶν γνωστοποιουσῶν τὴν ἔγκρισιν ταύτην.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ δι' ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς θέσεως αὐτῆς ἐν ἰσχύϊ καὶ θὰ παρατείνεται αὐτομάτως ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἐφ' ὅσον οὐδὲν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων δὲν καταγγείλῃ αὐτὴν τοὐλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαυΐας

ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

'Ονομασία τῆς ἁρμοδίας 'Αρχῆς, 'Αριθμὸς ἡμερομηνία καὶ τόπος ἐκδόσεως τῆς ἀδείας. ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1.

ΕΙΔΙΚΗ ΑΔΕΙΑ*

χορηγουμένη δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3)8* τῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς 'Ομοσπονδίας τῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελουμένην διὰ ἐμπορικῶν τροχοφόρων.

Εἰς τὸν Οἰκονομικὸν 'Οργανισμὸν ἢ 'Επιχείρησιν.

"Ονομα.....

'Εταιρικὴ "Εδρα.....

διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς διεθνοῦς λεωφορειακῆς γραμμῆς συνεχοῦς

——— ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ*).... ....

ἐποχιακῆς

ἐπὶ τοῦ τμήματος τῆς γραμμῆς τοῦ εὑρισκομένου ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ *

——————— ἐδάφους ἀπὸ.....

γιουγκοσλαυϊκοῦ

(ἀφετηρία) εἰς.....

(διέλευσις συνόρων).

'Η παροῦσα εἰδικὴ ἄδεια ἰσχύει ἀπὸ.... ....

μέχρι..... ....

Διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὑπηρεσίας δυνάμει τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας ἰσχύουν οἱ κάτωθι.

ΟΡΟΙ **

1. 'Ο δικαιοῦχος τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας ὀφείλει νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας τῆς ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, τὴν ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων.

2. 'Ο κάτοχος τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας δὲν δύναται νὰ πραγματοποιήσῃ μεταφορὰν ἐπὶ τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης γραμμῆς παρὰ μόνον ἀφοῦ λάβει εἰδικὴν ἄδειαν* ἐπιτρέπουσαν τὴν πραγματοποίησιν διεθνοῦς διὰ λεωφορείων ὑπηρεσίας ἐπὶ τοῦ τμήματος τῆς γραμμῆς τοῦ εὑρισκομένου ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ * ἐδάφους ———————.
γιουγκοσλαυϊκοῦ

3. 'Απαγορεύεται εἰς τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐξυπηρετοῦντα τὴν ἀναφερομένην γραμμὴν πᾶσα ἄλλη μεταφορὰ ἐκτὸς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ δρομολογίου, βάσει τοῦ ὁποίου ἐχορηγήθη ἡ παροῦσα εἰδικὴ ἄδεια* ὡς καὶ πᾶσα τοπικὴ μεταφορὰ ταξειδιωτῶν.

4. Τὸ ὡράριον περιλαμβάνον τὰς τιμὰς μεταφορᾶς καὶ τὰς ἀντιστοίχους ἐκπτώσεις βεβαιωμένον ὑπὸ τῆς ἀρχῆς ἥτις ἐχορήγησε τὴν παροῦσαν εἰδικὴν ἄδειαν ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς τελευταίας ταύτης. Τὸ ἰσχῦον ὡράριον δέον νὰ εὑρίσκεται ἐκτεθειμένον εἰς κοινὴν θέαν εἰς ὅλα τὰ σημεῖα σταθμεύσεως καὶ ὁ κάτοχος τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας ὀφείλει νὰ συμμορφωθῇ εἰς τοῦτο.

5. 'Η γραμμὴ αὕτη δέον νὰ ἐξυπηρετηθῇ καθ' ὅλην τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας.

6. 'Απαγορεύεται ἡ ἐπιβίβασις καὶ ἀποβίβασις ταξειδιωτῶν ἐπὶ τοῦ τμήματος τῆς γραμμῆς τοῦ εὑρισκομένου ἐπὶ γιουγκοσλαυϊκοῦ* ——————— ἐδάφους.
ἑλληνικοῦ

(Σφραγὶς) 'Υπογραφὴ τῆς 'Αρμοδίας 'Αρχῆς

*) Διαγράψατε τὰς περιττὰς ἐνδείξεις.

**) Οἱ ὅροι 1, 2 καὶ 3 ἐφαρμόζονται τόσον εἰς τὴν ὑπὸ διαμετακόμισιν (τραντζὶτ) ὑπηρεσίαν ὅσον καὶ εἰς τὴν τακτικὴν λεωφορειακὴν ὑπηρεσίαν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Οἱ ὅροι 4 καὶ 5 ἐφαρμόζονται ἀποκλειστικῶς εἰς τὰς τακτικὰς συνδέσεις μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ ὁ ὅρος 6 μόνον εἰς τὴν τακτικὴν ὑπὸ διαμετακόμισιν (τραντζὶτ) ὑπηρεσίαν.

Διαγράψατε τὰς περιττὰς ἐνδείξεις.

Σελὶς 1 Παράρτημα ΙΙ

'Ονομασία τῆς 'Αρμοδίας 'Αρχῆς, 'Αριθμός, 'Ημερομηνία καὶ Τόπος ἐκδόσεως τῆς ἀδείας.

Α Δ Ε Ι Α

Χορηγηθεῖσα δυνάμει τοῦ ἄρθρου 10)13* τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας τῆς ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων τὴν ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων.

Εἰς τὸν Οἰκονομικὸν 'Οργανισμὸν ἢ 'Επιχείρησιν

"Ονομα .....

Τόπος .....

Πρὸς ἐκτέλεσιν ——————— ὑπηρεσίας μεταξὺ
ἐναλλὰξ
ἐκτάκτου λεωφορειακῆς

τῶν κάτωθι τοποθεσιῶν .....

ἑλληνικοῦ

ἐπὶ τοῦ τμήματος τοῦ ——————— ἐδάφους ἀπὸ ....
γιουγκοσλαυϊκοῦ

..... (ἀφετηρία) εἰς ..... (διάβασις συνόρων)

μὲ τὸ κάτωθι δρομολόγιον .....

.....

.....

Συνολικὸς ἀριθμὸς ταξειδιωτῶν .....

Διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὑπηρεσίας δυνάμει τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας ἰσχύουσιν οἱ κάτωθι

Ο Ρ Ο Ι

1. 'Ο κάτοχος τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας ὑποχρεοῦται νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας τῆς ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων τῆς 18ης 'Ιουνίου 1959.

2. 'Απαγορεύεται εἰς τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐξυπηρετοῦντα τὴν ἀναφερθεῖσαν γραμμὴν πᾶσα μεταφορὰ ἐκτὸς τοῦ δρομολογίου τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τῆς παρούσης εἰδικῆς ἀδείας.*

(Σφραγὶς) 'Υπογραφὴ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς

*) Διαγράψατε τὰς περιττὰς ἐνδείξεις.

Σελὶς 2 (εἰς τὸ ὄπισθεν μέρος τῆς σελίδος 1).

Εἴσοδος (Σφραγὶς) "Εξοδος (Σφραγὶς)

Βεβαιουμένη ὑπὸ τοῦ τελωνειακοῦ ὀργάνου κατὰ τὴν διέλευσιν τῶν συνόρων.

Εἴσοδος (Σφραγὶς) "Εξοδος (Σφραγὶς)

Βεβαιουμένη ὑπὸ τοῦ τελωνειακοῦ ὀργάνου κατὰ τὴν διέλευσιν τῶν συνόρων.

Σελὶς 1η Παράρτημα ΙΙΙ

'Ονομασία τῆς ἁρμοδίας, 'Αρχῆς

Πρωτότυπον
(ἀντίγραφον ἀρ. 1)
(ἀντίγραφον ἀρ. 2)

Αὔξων ἀριθμὸς ἀδείας .....

Α Δ Ε Ι Α

Διὰ τὴν ἐκτέλεσιν μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μεταφορᾶς ὑπὸ διαμετακόμισιν (τράνζιτ), ἐκδοθεῖσα δυνάμει τῶν ἄρθρων 16, 17, 18 καὶ 19 τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας τῆς ρυθμιζούσης

τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων τὴν ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων.

Ἰδιοκτησία (ὄνομα καὶ δ)νσις τοῦ μεταφορέως).....

.....

Τροχοφόρον μὲ κινητῆρα (*) Τόπος ἐγγραφῆς.....

(*) Ἀρ. κυκλοφορίας .....

Ρυμούλκα (*) Ἀριθμὸς κυκλοφορίας ἢ ἀριθμὸς πλαισίου

.....

Ἡ παροῦσα ἄδεια ἰσχύει δι' ἓν ταξείδιον μετ' ἐπιστροφῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους .....

*) πρὸς συμπλήρωσιν ὑπὸ τοῦ μεταφορέως

(Σφραγὶς) Ὑπογραφὴ τοῦ ἁρμοδίου ὀργάνου

Τόπος καὶ ἡμερομηνία ἐκδόσεως Βεβαιουμένη ὑπὸ τοῦ ἁρμο-

Σφραγὶς καὶ ὑπογραφὴ) δίου ὀργάνου τοῦ ἑτέρου Κράτους

Σελὶς 1 Παράρτημα IV

Πιστοποιητικὸν σχετικὸν μὲ τὴν ἱκανότητα τοῦ μεταφορέως καὶ τοῦ ὀχήματος πρὸς πραγματοποίησιν διεθνοῦς μεταφορᾶς. Χορηγούμενον δυνάμει τῶν ἄρθρων 22 καὶ 27 τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων ἤτις ἐκτελεῖται μέσῳ ἐμπορικῶν ὀχημάτων.

1. Ὁ Οἰκονομικὸς Ὀργανισμὸς ἢ ἐπιχείρησις .....

.....Διεύθυνσις .... καὶ τὸ κατωτέρῳ περιγραφόμενον ὄχημα.

2. Τύπος τοῦ ὀχήματος

φορτηγὸν

λεωφορεῖον

ρυμουλκὸν

ἀρθρωτὸν ὄχημα

ρυμουλκούμενον

ἡμιρυμουλκόμενον (διαγράψατε τὰς περιττὰς ἐνδείξεις).

3. Ἀριθμὸς κυκλοφορίας .....

4. Ἀριθμὸς πλαισίου .....

5. Ἐργοστάσιον κατασκευῆς .....

Σελὶς 2

6. Μέγιστον ἐπιτρεπόμενον συνολικὸν βάρος.....

7. Βάρος τοῦ ὀχήματος κενοῦ .....

8. α) ἀνώτατον ὠφέλιμον φορτίον (διὰ φορτηγὰ)

β) ἀνώτατος ἀριθμὸς θέσεων:

καθημένων .....

ὀρθίων .....

9. Ἀνώτατον ἐπιτρεπόμενον βάρος:

α) Κατὰ τὸν πλέον φορτισμένον ἄξονα.....

β) Ἐνδεχομένως κατὰ δίδυμον ἄξονα.....

10. Μέγιστον πλάτος .....

11. Μέγιστον μῆκος (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐξαρτημάτων διὰ τὴν πρόσδεσιν τοῦ ρυμουλκουμένου ὀχήματος).....

12. Μῆκος τοῦ ὀπισθίου προβόλου τοῦ ἁμαξώματος.....

13. Περιορισμὸς τοῦ βάρους τοῦ ρυμουλκουμένου ὀχήματος εἰς τόννους (νὰ συμπληρωθῇ μόνον προκειμένου περὶ ὀχημάτων μὴ κινητῆρα: σημειώσατε μὲ «Ο» ἐὰν δὲν ἐπιτρέπεται ἡ χρησιμοποίησις ρυμουλκουμένου ὀχήματος ἢ «ἄνευ περιορισμοῦ», ἐὰν ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία τῆς χώρας ἐγγραφῆς τοῦ ὀχήματος δὲν προβλέπει οὐδένα περιορισμόν).

.....

ΠΛΗΡΟΥΝ ΤΟΥΣ ΠΡΟΒΛΕΠΟΜΕΝΟΥΣ ΟΡΟΥΣ ΥΠΟ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΛΑΪΚΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΑΣ, ΗΤΙΣ ΡΥΘΜΙΖΕΙ ΤΗΝ ΟΔΙΚΗΝ ΜΕΤΑΦΟΡΑΝ ΕΠΙΒΑΤΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ ΔΙΑ ΕΜΠΟΡΙΚΩΝ ΟΧΗΜΑΤΩΝ.

Ἡμερομηνία τῆς τεχνικῆς ἐπιθεωρήσεως.....

Διάρκεια ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ .....

(Σφραγὶς) Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ

(Ὑπογραφὴ)

(Διαστάσεις τοῦ ἐντύπου 142Χ107 χιλιοστόμετρα).

Σελὶς 1 Παράρτημα V

ΔΙΕΘΝΗΣ ΟΔΙΚΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

Χορηγηθὲν ὑπό : Χώρα

ΦΥΛΛΟΝ ΠΟΡΕΙΑΣ

Σειρὰ ..... Ἀριθμὸς

1. Εἶδος μεταφορᾶς (διαγράψατε τὰς περιττὰς ἐνδείξεις) Κυκλικὸν ταξείδιον (Ἐναλλὰξ διὰ λεωφορείων ταξείδια) Μεταφορὰ μεταξὺ ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν λιμένων (εἶδος .....).

2. Πλῆρες δρομολόγιον τοῦ ταξειδίου :

Ἡμερομ.	Δρομολόγ. (σημαντικώτεραι πόλεις)	Σημεῖα διαβάσεως τῶν συνόρων	Παρατ.
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

3. Παρατηρήσεις, ἀπρόβλεπτοι ἀλλαγαὶ (ἀφορῶσαι τὰς παραγράφους 2 καὶ 4) .....

.....

.....

4. Κατάλογος ἐπιβατῶν (Ἐπώνυμον καὶ Ἀρχικὸν τοῦ ὀνόματος) νὰ συμπληρωθῇ ἀποκλειστικῶς προκειμένου περὶ κυκλικῶν ταξειδίων καὶ περὶ ἐναλλὰξ τοιούτων :

....

....

....

5. Μεταφορὰ μεταξὺ ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν λιμένων.

Λιμὴν ἀποβιβάσεως τῶν ἐπιβατῶν Ἀριθμὸς ἐπιβατῶν

....

Λιμὴν ἐπιβιβάσεως τῶν ἐπιβατῶν .....

Ὄνομα καὶ διεύθυνσις τῆς ὀργανώσεως ἥτις ἡτοίμασε τὸ ταξείδιον .....

6. Εἰσιτήρια παραδοθέντα

——— εἰς τοὺς ἐπιβάτας

Συλλογικὸν εἰσιτήριον

Δι' ὁλόκληρον τὴν διαδρομὴν

Διὰ μετάβασιν καὶ ἐπιστροφὴν

7. Ἡμερομηνία ἐκδόσεως τοῦ φύλλου πορείας ..... 19..

Ὁ Μεταφορεὺς

(Ὑπογραφὴ)

Σελὶς 2 (εἰς τὸ ὄπισθεν μέρος τῆς σελίδος 1).

Αἱ θεωρήσεις τῶν ἀρχῶν ἐλέγχου τῶν συνόρων καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διαδρομῆς.

Τόπος καὶ ἡμερομηνία Παρατηρήσεις

Ὁδηγίαι διὰ τὴν χρῆσιν τοῦ φύλλου πορείας.

1. Τὸ φύλλον πορείας δὲν ἀφορᾷ τακτικὰς λεωφορειακὰς γραμμάς.

2. Εἰς τὴν παράγραφον 1 δέον νὰ διαγραφῶσι τὰ εἴδη μεταφορᾶς ἅτινα δὲν ἀνταποκρίνονται πρὸς τὴν πραγματοποιηθεῖσαν μεταφοράν, ἐνῷ διὰ τὴν μεταφορὰν μεταξὺ ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν λιμένων δέον νὰ σημειοῦται τὸ εἶδος τῆς μεταφορᾶς ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, συμφώνως πρὸς τοὺς δοθέντας ὁρισμοὺς τῆς παρ. β' τοῦ ἄρθρου 11 τῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ρυθμιζούσης τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων ἐνεργουμένην δι' ἐμπορικῶν ὀχημάτων.

3. Δι' ἕκαστον ταξείδιον χρησιμοποιεῖται κεχωρισμένον φύλλον πορείας.

Τὰ ταξείδια ἐπιστροφῆς κατὰ τὴν ἐναλλὰξ λεωφορειακὴν ὑπηρεσίαν καὶ τῆς μεταφορᾶς μεταξὺ τῶν ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν λιμένων θεωροῦνται ὡς κεχωρισμένα ταξείδια. Νέον φύλλον πορείας συντάσσεται διὰ τὰ ταξείδια ταῦτα, τὸ ὁποῖον θὰ περιλαμβάνῃ εἰς τὴν παράγραφον 1 μετὰ τὴν ἔνδειξιν «εἶδος μεταφορᾶς»—«ταξείδιον ἐπιστροφῆς», καὶ εἰς τὴν παράγραφον 3 διὰ τὰ ἐναλλὰξ διὰ λεωφορείων ταξείδια τὴν κάτωθι ἐπεξήγησιν :

«Ἡ μεταφορὰ ὁμάδος ἐπιβατῶν ἐκτελεῖται κατὰ τὴν ἀναχώρησιν διὰ τοῦ ὀχήματος τοῦ φέροντος ἀριθμὸν κυκλοφορίας.... καὶ ἐφωδιασμένου διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ..... φύλλου πορείας».

4. Εἰς τὴν παράγραφον 2 δέον νὰ ἀναγραφῇ τὸ πλῆρες δρομολόγιον τοῦ ταξειδίου εἴτε τὸ ὄχημα εἶναι κενὸν ἢ φέρει ἐπιβάτας. Εἰς περίπτωσιν ταξειδίου μὲ λεωφορεῖον κενὸν εἰς τὴν θέσιν «παρατηρήσεις», δέον νὰ σημειωθῇ «ταξείδιον μὲ λεωφορεῖον κενόν».

Οὐδεμία ἄλλη ἔνδειξις δέον νὰ ἀναγραφῇ εἰς τὴν παράγραφον ταύτην.

5. Ἡ παράγραφος 6 ἀναφέρεται μόνον εἰς κυκλικὰ καὶ εἰς ἐναλλὰξ διὰ λεωφορείων ταξείδια.

6. Εἰς τὴν παράγραφον 3 δέον νὰ ἀναγραφῇ πᾶσα τροποποίησις ἀναφερομένη εἰς τὰς σημειουμένας εἰς τὸ φύλλον πορείας ἐνδείξεις.

7. Τὸ φύλλον πορείας συμπληροῦται πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως τοῦ ὀχήματος.

Ὁ μεταφορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἀκρίβειαν τῶν ἐνδείξεων τῶν ἀναγραφομένων ἐπὶ τοῦ φύλλου πορείας.

8. Μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ταξειδίου, τὸ φύλλον πορείας ἐπιστρέφεται εἰς τὴν ἐκδόσασαν τοῦτο ἀρχήν.

Αἱ παροῦσαι ὁδηγίαι ἀναγράφονται εἰς τὸ ὄπισθεν μέρος τοῦ φύλλου πορείας εἰς τὸ κάτω μέρος τῆς σελίδος.

Παράρτημα VI.

Ἐνδείξεις ἃς ὑποχρεωτικῶς δέον νὰ διαλαμβάνῃ ἡ φορτωτική.

Ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 34 τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας τῆς ρυθμιζούσης τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων δι' ἐμπορικῶν ὀχημάτων.

1. Τόπος καὶ ἡμερομηνία ἐκδόσεως τῆς φορτωτικῆς
2. Ὄνομα καὶ διεύθυνσις τοῦ ἀποστολέως
3. Ὄνομα καὶ διεύθυνσις τοῦ μεταφορέως
4. Σημεῖον φορτώσεως τοῦ ἐμπορεύματος καὶ προβλεπόμενον σημεῖον παραδόσεως
5. Ὄνομα καὶ διεύθυνσις τοῦ δι' ὃν προορίζεται τὸ ἐμπόρευμα ἢ ἄλλου παραλήπτου
6. Χαρακτηρισμὸς τοῦ ἐμπορεύματος
7. Ὁλικὸν μικτὸν βάρος ἢ ἡ ποσότης τοῦ ἐμπορεύματος ἄλλως πως ἐκφραζομένη
8. Κόμιστρον
9. Ἀριθμὸς κυκλοφορίας τοῦ ὀχήματος ἢ ἐὰν ὁ ἀριθμὸς οὗτος δὲν ἀρκῇ πρὸς ἐξακρίβωσιν τοῦ ὀχήματος, ὁ ἀριθμὸς τοῦ πλαισίου
10. Χιλιόμετρα ἀμειβόμενα
11. Σημεῖον ἀναχωρήσεως καὶ προορισμὸς τοῦ ὀχήματος ἐκτελοῦντος διεθνῆ μεταφορὰν (νὰ συμπληρωθῇ μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ σημεῖον ἀναχωρήσεως καὶ ἢ τὸ σημεῖον προορισμοῦ διαφέρουν τοῦ σημείου φορτώσεως τοῦ ἐμπορεύματος καὶ ἢ τοῦ προβλεπομένου τοιούτου διὰ τὴν παράδοσιν).
12. Τὸ ἢ τὰ σημεῖα διελεύσεως τῶν συνόρων
13. Ὑπογραφὴ τοῦ μεταφορέως

Παράρτημα VII

ΔΙΕΘΝΗΣ
ΟΔΙΚΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

χορηγηθὲν ὑπὸ ....Χώρα .....

Ἔγγραφον Συνοδεῦον τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων δι' ἴδιον λογαριασμόν.

Σειρὰ ..... Ἀριθμὸς .....

1. Ἡμερομηνία καὶ τόπος ἐκδόσεως τοῦ ἐγγράφου .....
....

2. Ὄνομα, διεύθυνσις καὶ ἀντικείμενον ἀπασχολήσεως τοῦ μεταφορέως ....
....

3. Ὄνομα, διεύθυνσις καὶ ἀντικείμενον ἀπασχολήσεως τοῦ παραδίδοντος καὶ τοῦ παραλήπτου τοῦ ἐμπορεύματος .....
....

4. Τὸ σημεῖον ἢ τὰ σημεῖα ὅπου ἐφορτώθη τὸ ἐμπόρευμα
....

5. Τὸ ἢ τὰ προβλεπόμενα διὰ τὴν παράδοσιν σημεῖα ....
....

6. Χαρακτηρισμὸς τοῦ ἐμπορεύματος ....
....

7. Μικτὸν βάρος ἢ ποσότης τοῦ ἐμπορεύματος ἄλλως πως ἐκφραζομένη ....

8. Ἀριθμὸς κυκλοφορίας τοῦ ὀχήματος ἢ ἐὰν ὁ ἀριθμὸς οὗτος δὲν ἐπαρκῇ διὰ τὴν ἐξακρίβωσιν τοῦ ὀχήματος, ὁ ἀριθμὸς τοῦ πλαισίου ....
....

9. Χιλιόμετρα ....

10. Τὸ ἢ τὰ σημεῖα διελεύσεως τῶν συνόρων .....
....

Ἡμερομηνία ....

Ὁ Μεταφορεὺς
(Ὑπογραφὴ)

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1957 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	400
2.	» » » Β'	»	250
3.	» » » Γ'	»	200
4.	» » Παράρτημα	»	200
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	300
7.	» » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
8.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2.	» » » Β'	»	12,50
3.	» » » Γ'	»	10.—
4.	» » Παράρτημα	»	10.—
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	25.—
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
7.	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
8.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	100.—

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἑκαστον φύλλον μέχρις 8 σελίδων τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	20
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	500
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
11.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1.	Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4.	Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5	Τῶν ἐκθέσεων κτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεως ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ